



Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

COMPTE RENDU DE COLLOQUE

COLLOQUE ORGANISÉ PAR L'OBSERVATOIRE SUR LES ÉTATS-UNIS
DE LA CHAIRE RAOUL-DANDURAND, UQÀM

LA PRÉSIDENTE OBAMA : DE L'ESPOIR À LA RÉALITÉ



THE OBAMA PRESIDENCY: FROM HOPE TO ACHIEVEMENT

JEUDI 5 MARS 2009 / THURSDAY, MARCH 5TH, 2009

COMPTE RENDU RÉDIGÉ PAR
CATHERINE GOULET-CLOUTIER ET MARC DESNOYERS.
AVEC LA COLLABORATION DE : KENNY CHERY, MARC-ANTOINE DUBÉ, VIVIANE FORTIER,
GENEVIÈVE GIGUÈRE, ARIANE PHILIPPOUCI ET CHARLES WARD.
RÉVISION : ANNE-LUCIE ACAR

Relations
internationales
Québec



I E Institut d'études
internationales de Montréal
I M UQÀM

BCF

OPTIMUM.

40
ans

CN

UQÀM
LE CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

**« Méfions nous du grand amour ! »
La présidence Obama : de l'espoir à la réalité**

Organisé par l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) le 5 mars 2009, le colloque international intitulé « La présidence Obama : de l'espoir à la réalité » visait à ouvrir un espace de réflexion sur les défis du nouveau président américain. L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche ayant suscité un grand nombre d'espoirs, non seulement dans la population américaine mais aussi à travers le monde, il y a tout lieu de se demander si le nouveau président saura effectivement être à la hauteur de ses promesses de changement, et ce malgré les nombreux obstacles auxquels il doit faire face. C'est à cette question générale que les divers spécialistes invités ont tenté de répondre en s'attardant sur trois sous-questions cruciales : tout d'abord, en matière de politique intérieure, quelle sera ou devrait être l'attitude du président Obama devant les importants défis posés par la crise économique, la guerre culturelle et l'immigration non documentée ?

- La crise économique représente probablement le plus grand défi pour l'administration Obama. Cependant, si les indicateurs économiques sont dans une plus mauvaise situation que ce qui avait été prévu par les analystes et continuent de se détériorer, il demeure que la crise actuelle est beaucoup mieux gérée que les crises précédentes et que certains indicateurs laissent croire à une reprise économique au cours des deux prochaines années.
- Dans ce contexte de crise économique, la droite chrétienne pose une menace renouvelée d'atteinte à la démocratie américaine. L'administration Obama devra porter une attention spéciale à la montée de ce mouvement qui se nourrit du désespoir causé par les troubles économiques et sociaux.
- L'immigration non documentée continuera d'être un dossier important et épineux sous Obama, notamment en raison des divergences de positions qui subsistent par rapport à cet enjeu. Obama devra à la fois prendre position mais aussi faire dévier l'attention de ce dossier s'il ne souhaite pas s'attirer la foudre des critiques.

Ensuite, dans un contexte d'enjeux de nature et de portée globales et non plus nationales, comment les relations canado-américaines évolueront-elles ou devraient-elles évoluer, en particulier par rapport aux problèmes liés à la frontière, au commerce et à l'énergie?

- Si certains facteurs – comme l'arrivée massive des démocrates protectionnistes au Congrès – font craindre le maintien de la tendance à l'épaississement de la frontière canado-américaine, la volonté affichée par le nouveau président de renforcer les liens avec le Canada permet d'espérer un renversement de cette situation.
- Par ailleurs, il importe de négocier un nouvel accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui permettrait une intégration accrue. Actuellement, l'ALÉNA constitue un frein au libre-échange et un obstacle à la résolution des enjeux globaux auxquels les deux États doivent faire face.
- L'un de ces enjeux majeurs est bien entendu l'énergie. Malgré la volonté affichée du nouveau président de faire adopter une politique énergétique plus « verte », et

malgré l'appui de principe des Américains à ce « tournant vert », une telle politique rencontrera inévitablement de fortes résistances au sein de la société américaine.

Enfin, quels changements ou continuités peut-on espérer de la part de l'administration américaine en matière de politique étrangère, plus particulièrement dans les dossiers centraux que sont l'Asie centrale et du Nord-Est, le Moyen-Orient et les relations transatlantiques ?

- Alors que les dossiers liés à l'Asie centrale (en particulier l'Afghanistan) et du Nord-Est (notamment la Chine) avaient été délaissés par l'administration Bush, le nouveau président a démontré qu'il souhaite faire de ces deux régions une priorité de politique étrangère américaine, plus spécifiquement : régler la question afghane et travailler en partenariat avec les pays asiatiques malgré certains différends.
- Au Moyen-Orient, on constate un changement d'approche de la part d'Obama par rapport à l'administration sortante. Par une politique de la « main tendue » et le dialogue avec des États clés comme la Syrie et l'Iran, la nouvelle administration espère atténuer l'anti-américanisme dans la région, susciter des changements de comportements chez certains acteurs et, à terme, régler certains dossiers épineux.
- Enfin, l'arrivée d'une nouvelle administration à la Maison-Blanche constitue un moment idéal pour repenser les relations transatlantiques, mises à mal par le président Bush. En particulier, dans le contexte d'une importance croissante de l'OTAN, il s'avère crucial de réfléchir au rôle de cette organisation et à ses limites.

Table des matières

Conférence d'ouverture : « Méfions-nous du grand amour »	5
Premier atelier : Obama et la politique intérieure américaine	6
La crise économique	6
Les enjeux moraux et la guerre culturelle.....	7
L'immigration non documentée.....	8
Second atelier : Obama et l'Amérique du Nord.....	9
La frontière canado-américaine	9
Le libre échange nord-américain	9
La nouvelle politique énergétique.....	10
Conférence-midi : « La politique étrangère d'Obama : défis et opportunités »	11
Troisième atelier : Obama et la politique étrangère américaine	13
L'Asie centrale et du Nord-Est	13
Le Moyen-Orient	14
Les relations transatlantiques	16
Mot de clôture : La révolution Obama.....	17

Conférence d'ouverture : « Méfions-nous du grand amour »

Par Robert Dion, Ph. D, professeur de science politique à l'Université d'Evansville,
Indiana

Si une campagne électorale suscite nécessairement l'espoir, grâce aux grands discours et innombrables promesses des candidats, l'exercice du pouvoir ramène parfois brusquement à la réalité. Et cette réalité représente l'ultime test pour le nouveau président : au-delà des espoirs de changement qu'a su créer Obama tout au long de la campagne, quelles actions concrètes posera-t-il pour réaliser ce changement ?

En réalité, les pouvoirs du président sont très limités et dépendent dans une large mesure de son charisme et de son pouvoir de persuasion. Ainsi, son influence sur la politique américaine et sa capacité d'action varient énormément d'un président à l'autre, mais aussi en fonction des circonstances et de la faveur populaire. C'est pourquoi, de façon générale, un président connaît davantage de succès en début qu'en fin de mandat. Aussi, bien que la président Obama jouisse d'une cote de popularité élevée, il ne faut pas oublier que des présidents très populaires en début de mandat, comme Jimmy Carter, ont souvent terminé leur passage au bureau ovale dans de bien moins favorables conditions.

Par ailleurs, puisque la majorité du pouvoir d'action en politique intérieure est détenu par le Congrès américain, la latitude d'Obama dépendra beaucoup de ses relations avec la Chambre des représentants et le Sénat. À ce niveau, la majorité détenue dans les deux chambres par le parti démocrate constitue un atout certain. Néanmoins, les divisions internes entre démocrates conservateurs et progressistes pourraient poser de sérieux obstacles au président. D'une part, plus de 50 représentants démocrates proviennent de comtés remportés par John McCain. Ces démocrates conservateurs (recrutés en grande partie par Rahm Emmanuel) seront souvent tentés de se distancier du président, ce qui pourrait bloquer certains projets soumis au Congrès. D'autre part, les représentants démocrates identifiés à l'aile gauche du parti désirent ardemment rompre avec les huit années de règne républicain à la Maison-Blanche. De ce fait, ils exerceront certainement une grande pression sur le président pour qu'il respecte ses promesses de changement. En outre, les plus radicaux d'entre eux tenteront probablement d'ouvrir une enquête sur les années Bush, ce qui constituerait une catastrophe pour la présidence. En effet, une telle enquête remettrait à l'avant-scène plusieurs dossiers controversés, ce qui créerait certainement une intense polarisation partisane au Congrès et, par le fait même, minerait la latitude politique du président.

Quant à l'opposition républicaine, elle pourrait limiter la capacité d'action du président, et ce malgré le faible appui qui lui est actuellement accordé (un récent sondage du *Wall Street Journal* le chiffrait à 26%, un record historique de faiblesse). En effet, la relative homogénéité idéologique et la discipline au sein du parti républicain, augmentées lors de défaites électorales, lui permettent de s'opposer en bloc à certains projets présidentiels. Par exemple, aucun représentant républicain n'a voté en faveur du plan de relance économique proposé par la Maison-Blanche. En outre, les démocrates ne détenant qu'une majorité non qualifiée au Sénat (moins de 60 sénateurs), les sénateurs républicains pourraient décider de freiner certains projets en exerçant des flibustes. Malgré tout, il est

probable que la popularité massive actuelle du président modérera les attaques des leaders du GOP, du moins pour le moment.

En somme, il importe de rester sceptiques face à la capacité de changement du nouveau président. De fait, il y a fort à parier que l'image qu'il a su créer lui nuira : ayant suscité des attentes démesurées, le retour à la réalité ne pourra qu'amener des déceptions.

Premier atelier : Obama et la politique intérieure américaine

La crise économique

Par Karen Campbell, analyste des politiques macroéconomiques au Center for Data Analysis de la Heritage Foundation

La situation économique actuelle représente probablement le plus grand des défis pour le nouveau président américain, qui a d'ailleurs fait de la relance économique sa priorité. Toutefois, pour régler la situation actuelle, il importe de comprendre ce qui a mené l'économie américaine dans cette récession.

C'est en décembre 2007 que l'économie américaine est officiellement entrée en récession, mais il s'agissait alors d'une crise jugée mineure. Aucun analyste économique n'a su prévoir l'ampleur que prendrait la crise par la suite, si bien que la gravité de la situation actuelle dépasse même les prévisions faites il y a à peine quelques mois. Et pourtant, les pressions déflationnistes auraient dû sonner l'alarme.

En effet, les principaux problèmes ont trait à la sous-utilisation des ressources, qui entraîne des pressions déflationnistes dans presque tous les secteurs, en particulier celui de l'immobilier. Ainsi, la hausse du taux de chômage, combinée à la chute vertigineuse des valeurs des propriétés, mène de nombreux propriétaires dans une situation de défaut de paiement hypothécaire, ce qui à son tour contribue à diminuer les prix des maisons aux États-Unis. Les institutions financières, devant ces nombreux défauts de paiement, ont grandement resserré l'accès au crédit, ce qui réduit davantage la consommation et contribue également à une baisse généralisée des prix.

En regard de cette situation, quelles sont les perspectives de sortie de crise ? La réserve fédérale tente depuis un moment déjà de limiter les pressions déflationnistes, mais ces opérations sont risquées car une situation d'inflation pourrait être aussi désastreuse pour l'économie américaine. Malgré ces difficultés, il est crucial de trouver rapidement une solution puisque la situation continue de se dégrader et que plus la récession se prolongera, plus les ménages auront du mal à retrouver un niveau de vie normal suite à une reprise économique. **Néanmoins, il importe de conserver à l'esprit que si la situation économique des États-Unis et du monde en général est très morose, la gestion de la crise actuelle est beaucoup plus efficace que lors des crises précédentes.** La productivité de l'économie américaine, notamment, demeure plus élevée que dans les meilleurs scénarios, ce qui laisse présager une forte reprise au cours des deux prochaines

années. Enfin, les prévisions de sortie de crise divergent fortement entre les différents analystes. Les plus optimistes prédisent une stabilisation progressive de l'économie au cours des deuxième et troisième trimestres de 2009 et achevée pour le quatrième. Néanmoins, de moins en moins d'analystes demeurent optimistes face à la dégradation continue des indicateurs macroéconomiques.

Les enjeux moraux et la guerre culturelle

Par Christopher C. Hedges, chercheur au Nation Institute et conférencier au Council of the Humanities à l'Université Princeton

Dans le contexte économique difficile actuel, il est particulièrement important de demeurer vigilant face au mouvement évangélique et à la droite chrétienne, car le désespoir économique favorise l'essor de mouvements fascistes. À ce niveau, ce mouvement nationaliste religieux représente la menace la plus importante à la démocratie américaine.

Alors que les évangéliques américains se sont traditionnellement tenus à l'écart des institutions séculaires et notamment politiques, les changements sociaux survenus dans les années 1970 les ont menés à s'impliquer dans la politique américaine. Depuis, ce que l'on connaît aujourd'hui comme la droite chrétienne dispose d'un appareil impressionnant de diffusion de leurs idées conservatrices. L'évangélisme américain s'appuie, entre autres, sur une pléthore de postes de radios et de télévision, ainsi que sur un très grand nombre d'églises, de camps de vacances et d'écoles publiques. Par une lecture littérale mais sélective de la Bible – retenant certains passages et en omettant, voire en falsifiant d'autres – les leaders de la droite chrétienne légitiment leur autorité, leurs idées et leurs actions par le recours à la parole et à la volonté divines. C'est ainsi qu'ils réussissent, par exemple, à imposer le créationnisme dans nombre d'écoles publiques.

Mais il y a pire : ce réseau d'institutions conservatrices s'insère là où le tissu socioéconomique se désintègre, en particulier en raison de la détérioration des conditions économiques – attribuable au libre-échange et à l'absence de filet de sécurité sociale – et à la destruction des communautés – par la construction de gigantesques banlieues. L'individu est entièrement pris en charge par le mouvement, qui offre une variété de services, de la garderie aux activités de loisirs, en passant par la réhabilitation sociale (alcoolisme, toxicomanie et autres dépendances). Par le fait même, le réseau place les croyants dans une communauté fermée, les isolant du reste de la société et désintégrant davantage les liens socioéconomiques en place (par exemple, en incitant un fidèle à rompre avec les membres de sa famille qui n'embrassent pas les mêmes convictions religieuses et politiques). C'est donc une véritable coupure avec la réalité qui s'opère à travers l'intégration des individus dans ces communautés fermées ; rupture avec une réalité si dure qu'elle aurait pu les anéantir.

La droite chrétienne possède déjà un pouvoir énorme sur la société américaine. Dans le contexte actuel de crise, cette emprise ne peut qu'augmenter, faisant peser un risque accru de dogmatisme aux États-Unis.

L'immigration non documentée

Par Daniel J. Tichenor, professeur de sciences sociales à l'Université de l'Oregon

Si la plupart des Américains voient l'immigration non documentée comme un problème, cet enjeu n'a pas autant d'importance à leurs yeux que ce que certains ténors de la droite, comme le représentant républicain du Colorado Tom Tancredo, laissent entendre. De fait, cet enjeu n'est ni une préoccupation quotidienne, ni même un critère de vote pour une majorité d'Américains.

Malgré tout, le dossier de l'immigration non documentée en est un épineux pour toutes les administrations présidentielles. En effet, tant la population américaine que les partis politiques sont divisés sur la question, non seulement entre ceux qui sont pour l'immigration et ceux qui sont contre, mais aussi sur le nombre d'immigrants à admettre et sur les droits qui devraient leur être octroyés. Chez ceux qui sont généralement contre, certains s'opposent à l'immigration pour des raisons culturelles (préservation de l'identité nationale), d'autres pour des raisons économiques (baisse de l'emploi pour les citoyens américains), ou pour les deux. Chez ceux qui sont généralement pour l'immigration, certains sont favorables à ce que les nouveaux arrivants possèdent dès leur arrivée les mêmes droits que les autres Américains, alors que d'autres, qui appuient l'immigration pour des raisons d'ordre économique, prétendent qu'ils ne devraient jamais avoir l'entière citoyenneté.

Ces divisions des Américains par rapport à l'immigration non documentée sont sources de problèmes politiques majeurs pour les deux principaux partis. En effet, le parti au pouvoir doit faire des choix qui sont voués à satisfaire certains et à en incommoder d'autres. Par exemple, en 2000, George W. Bush a remporté une majorité du vote hispanique en affichant des propositions pro-immigration. Cela a causé des problèmes avec certains éléments de la base de son parti, notamment avec des *border hawks* (qui ont une position dure sur la question de l'immigration) comme Tom Tancredo ou Pat Buchanan. En 2008, Barack Obama a remporté près des 2/3 de ce même vote hispanique, ce qui fait foi de l'importance capitale, pour un candidat à la présidence, de courtiser le vote de cette frange de l'électorat. Néanmoins, le fait que la majorité blanche ait voté pour John McCain témoigne du risque de s'aliéner cette partie de l'électorat sur la question immigrante. Bref, **la question de l'immigration non documentée est une question centrale pour l'administration présidentielle : pour garder la faveur populaire, Obama devra surtout savoir dévier l'attention de ce dossier polémique.**

Second atelier : Obama et l'Amérique du Nord

La frontière canado-américaine

Par Munroe Eagles, Ph. D., professeur à l'Université de Buffalo – SUNY

La frontière canado-américaine est la plus longue frontière démilitarisée au monde, en plus d'être le lieu des plus intenses échanges économiques entre deux États. Cependant, cette frontière connaît depuis longtemps des problèmes d'épaississement, et en particulier depuis le 11 septembre 2001. Premièrement, le principal problème concerne la concentration du trafic routier en certains points précis, ce qui ralentit le flux de marchandises. Cette congestion est d'ailleurs le principal obstacle à une amélioration de la fluidité des échanges entre les deux pays, 70% de ces derniers se faisant par camion. Par ailleurs, **l'arrivée massive des démocrates au Congrès laisse présager un protectionnisme renouvelé de la part des États-Unis.** De surcroît, une majorité des représentants qui siègent sur le comité de la *Homeland Security* (défense du territoire), comité responsable des questions liées aux frontières, proviennent du Sud des États-Unis et voient conséquemment les problèmes liés aux frontières sous le prisme de la frontière américano-mexicaine. Ces deux éléments combinés pourraient fort bien mener à un épaississement accru des frontières, notamment celle entre le Canada et les États-Unis.

Toutefois, il est possible que l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche limite cet épaississement de la frontière. En effet, le nouveau président a affiché sa volonté de cultiver la relation canado-américaine, notamment à travers le choix de la capitale canadienne comme première visite à l'étranger. En outre, les premiers temps de sa présidence laissent croire qu'Obama sera moins idéologique que son prédécesseur, comme en témoigne la nomination à des postes clés d'individus reconnus pour leur pragmatisme, notamment Janet Napolitano comme secrétaire du *Department of Homeland Security* et Susan Rice à titre d'ambassadrice aux Nations Unies.

Le libre échange nord-américain

Par Elliot J. Feldman, Ph. D., chef du bureau du commerce international pour Hostelter International

L'accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) a eu de nombreux bénéfices en favorisant les échanges économiques commerciaux entre le Canada et les États-Unis, qui ont littéralement explosés dans les premières années suivant sa ratification. Toutefois, force est de constater que cet accord n'est pas adapté pour faire face aux enjeux actuels. Aujourd'hui, **l'ALÉNA constitue un obstacle au libre-échange entre le Canada et les États-Unis et c'est pourquoi il est impératif non pas de renégocier l'accord, comme l'avait promis le candidat démocrate Barack Obama avant les primaires de l'Iowa, mais plutôt de l'abandonner et de le remplacer par un nouvel accord canado-américain.**

Un des principaux problèmes tient au fait que ce sont les gouvernements fédéraux américains et canadiens qui ont signé l'entente alors que ce sont surtout les états et les provinces qui vivent avec les conséquences. Un nouvel accord devrait être davantage décentralisé afin d'en améliorer la gestion.

Un second problème majeur de l'ALÉNA réside dans son appareil de règlement des différends. En effet, les différents mécanismes de résolution des conflits ont été largement ignorés par les deux gouvernements – et en particulier le gouvernement canadien, qui préfère régler chaque dossier séparément. Pourtant, cette méthode ne sert pas les intérêts canadiens, comme l'illustre le conflit du bois d'œuvre dans lequel le gouvernement canadien a été contraint de verser plus de 11 milliards de dollars aux États-Unis pour en assurer le règlement.

Enfin, il appert que l'ALÉNA n'est pas adapté pour faire face aux enjeux du 21^e siècle, qui nécessitent une approche intégrée. Ceci est rendu explicite par la crise économique, et plus particulièrement par l'incapacité des gouvernements à y faire face grâce à des mesures nationales de relance économique. Cela est également mis en évidence par les enjeux environnementaux comme les changements climatiques ou les menaces sanitaires comme la grippe aviaire. Ces différents dossiers, qui sont peu abordés par l'ALÉNA, montrent que les institutions actuelles sont désuètes et doivent être transformées pour être adaptées au contexte actuel. Une simple renégociation de l'ALÉNA ne mènerait qu'à des changements timorés et insuffisants. Un nouvel accord régulant les relations canado-américaines est nécessaire.

La nouvelle politique énergétique

Par James J. Barnes, chercheur au Baker Institute for Public Policy de la Rice University (Texas)

Après des décennies de politique énergétique relativement stable, le nouveau président réussira-t-il à apporter le changement promis dans ce dossier ?

Tout d'abord, il est utile de souligner que malgré l'éloquence de la rhétorique employée par Barack Obama pour convaincre ses concitoyens que les États-Unis doivent prendre le « virage vert » par la recherche et l'emploi de technologies moins polluantes, seuls 10% de son plan de relance économique touchent à l'énergie.

Néanmoins, les mesures proposées ne sont pas à négliger et pourraient mener à une politique énergétique plus « verte ». Cependant, une telle politique rencontrera inévitablement une forte opposition au sein de la société américaine. Tout d'abord, les garanties de prêts et les subventions de recherche, aussi minimes soient-elles, rencontrent déjà une résistance importante chez les législateurs issus d'états producteurs de charbon. En outre, la proposition que ces prêts et subventions soient accordés dans le cadre d'un système d'échanges de crédits de pollution (*cap & trade system*), fort controversé, entraîne des réticences de la part d'une frange de l'électorat et de l'élite aux États-Unis.

Enfin, le maintien de la ligne populiste des années Bush concernant la nécessité pour les États-Unis de cesser l'importation de pétrole du Venezuela et de l'Arabie saoudite, risque d'incommoder la majeure partie de la population américaine. En effet, ces deux États produisent du pétrole très bon marché, ce qui permet de maintenir bas les prix de l'essence. En cessant d'importer du Venezuela et d'Arabie saoudite, le prix de l'essence augmentera, générant de la frustration au sein d'une société américaine à laquelle Obama a promis un maintien des prix de l'énergie à un bas niveau.

En conclusion, le nouveau président devra faire face aux pressions de la société américaine qui souhaite les avantages d'un virage « vert », mais non les inconvénients.

Conférence-midi : « La politique étrangère d'Obama : défis et opportunités »

Par Bruce W. Jentleson, Professeur au Terry Sanford Institute of Public Policy de l'Université Duke (NC)

Durant les huit années de la présidence de George W. Bush, les États-Unis ont vu leur image (politique, économique, morale) grandement minée par la politique étrangère agressive et largement unilatérale menée par cette administration. Ainsi, Obama se trouve devant la difficile tâche de restaurer ce qui a été détruit par l'administration sortante. Mais les difficultés américaines en matière de politique internationale ne sont pas seulement imputables à l'administration Bush, puisqu'elles s'inscrivent dans le contexte plus large d'une crise du leadership américain dans le monde.

Cette crise prend place dans un paysage international caractérisé par quatre tendances principales : tout d'abord, le passage à un monde ni unipolaire ni multipolaire comme certains le prétendent, mais bien post-polaire. Dans ce système international, il existe de multiples pôles de puissance, mais ces derniers ne sont pas exclusivement incarnés par des États-nations. Il peut aussi s'agir de pôles régionaux (comme l'Union européenne) ou d'Organisations non gouvernementales (comme Greenpeace), pour ne citer que deux exemples. Dans ce contexte de multiplication des orbites de pouvoir, les États-Unis se retrouvent avec une puissance amoindrie, ce qui contribue à la crise de leur leadership.

Ensuite, on constate un changement des dynamiques sécuritaires au niveau international. D'une logique centrale de domination, où les États cherchent d'abord et avant tout à se dominer les uns les autres, on est passé à une dynamique de perturbation et de destruction (*disruption and destruction*). Le premier aspect de cette nouvelle dynamique sécuritaire, celui de la perturbation, est rendu évident par des menaces telles que le terrorisme et la crise économique mondiale actuelle, qui sont des menaces justement en raison du potentiel de désordre qu'elles engendrent. Quant au second aspect, celui de la destruction, il est incarné notamment par l'enjeu de la prolifération des armes de destruction massive, mais aussi par des risques de pandémie mondiale et des menaces environnementales planétaires comme les changements climatiques. Dans ce contexte de nouvelles dynamiques sécuritaires, il devient impensable de gérer les menaces dans une logique

interétatique comme c'était le cas avec la dynamique précédente. Une approche globale doit à présent être adoptée.

Par ailleurs, le système international actuel est caractérisé par un déficit de la gouvernance globale. Ceci concerne évidemment l'Organisation des Nations unies (ONU), dont on a amplement fait état des limites et lacunes. Mais le déficit de gouvernance globale ne touche pas seulement l'ONU. Il concerne également de nombreux régimes internationaux de tous ordres, tels que le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cette dernière étant actuellement aux prises avec le blocage le plus long de son histoire. Ce vide de gouvernance globale représente à la fois un défi et une opportunité pour les États-Unis.

Enfin, une quatrième tendance du système international contemporain a trait à l'affaiblissement des États. Cet affaiblissement est attribuable non seulement à la multiplication des acteurs et pôles de pouvoir, mais aussi à l'impossibilité croissante des États à pouvoir fournir les services à leur population, et sur laquelle repose pourtant toute leur légitimité.

Dans ce contexte international difficile, il est possible et souhaitable pour les États-Unis d'Obama de jouer un rôle de leader mondial. Néanmoins, **trois principes cruciaux doivent être respectés pour que ce rôle américain soit perçu et accepté comme légitime : réciprocité, efficacité et vision.**

Premièrement, les États-Unis doivent agir dans une logique de réciprocité, ce qui signifie qu'ils doivent utiliser leur puissance pour défendre des intérêts mutuels et partagés. Ceci est particulièrement important dans la mesure où le contexte international actuel tel que décrit plus tôt rend improductif le raisonnement en termes stricts d'intérêt national. Il est donc important d'agir de manière concertée, en trouvant des bases de compromis et d'échanges. Bien que la présidence Obama en soit encore à ses débuts, plusieurs éléments tendent à indiquer que celle-ci désire agir dans un souci de réciprocité, comme en attestent par exemple la volonté de travailler en partenariat avec la Chine sur la question de l'environnement ou la promesse de cesser le développement du bouclier anti-missile contre un ton plus ferme de la Russie vis-à-vis de Téhéran dans le dossier nucléaire iranien.

Deuxièmement, les États-Unis doivent être efficaces, c'est-à-dire qu'ils doivent être en mesure de tenir leurs promesses et d'atteindre leurs objectifs. Trop souvent dans le passé, les États-Unis ont perdu une part de crédibilité parce qu'ils avaient promis des résultats qu'ils ne pouvaient pas livrer. Aujourd'hui, l'Amérique d'Obama doit miser sur la diplomatie pour être plus efficace, ce qui implique un engagement ou un réengagement sérieux là où les relations diplomatiques ont été précédemment rompues. À ce niveau aussi, certains projets de l'administration Obama sont porteurs d'espoir, notamment la possibilité de rétablir les ponts diplomatiques entre Washington et Pyongyang (Corée du Nord).

Troisièmement, les États-Unis doivent développer une vision inspirante à laquelle l'ensemble de la communauté internationale puisse adhérer. Une telle vision devrait s'inscrire sur le long terme et permettre de faire face aux menaces et enjeux globaux actuels, en particulier les nationalismes au sein du monde islamique, les défis liés à la globalisation et les menaces environnementales, économiques et sécuritaires. Si une telle vision est encore à élaborer, le président Obama a certainement le potentiel pour incarner cette vision porteuse d'espoir pour la communauté internationale. En effet, pour les Américains mais aussi bien pour nombre de personnes à travers le monde, le président américain personnifie le « citoyen du monde ». De par ses origines ethniques et citoyennes diverses et les nombreux endroits où il a vécu, il symbolise l'adhésion à une véritable communauté internationale.

Évidemment, il importe de conserver à l'esprit que malgré tous ces éléments porteurs d'espoir, certains problèmes pourraient survenir. Des événements inattendus générant une crise ou le blocage de projets de loi par le Congrès demeurent des possibilités très réelles d'achoppement en matière de politique étrangère et de sécurité américaine.

Troisième atelier : Obama et la politique étrangère américaine

L'Asie centrale et du Nord-Est

Par Barthélémy Courmont, Ph. D., chercheur à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS, Paris) et chercheur associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand

Alors que l'Asie centrale et l'Asie du Nord-Est avaient été largement délaissées par l'administration sortante, le président Obama désire en faire des priorités de la politique étrangère américaine. D'une part, l'Asie centrale pose d'énormes défis aux États-Unis, en particulier l'Afghanistan et le Pakistan. Tout d'abord, la situation actuelle en Afghanistan est désastreuse, tant sur les plans sécuritaire qu'humain. Loin de s'améliorer, cette situation va en se dégradant. Dans ce contexte, les États-Unis jugent primordial le renforcement de la présence militaire dans ce pays, en doublant les effectifs sur place. **Mais, alors que plusieurs voix s'élèvent pour mettre en doute la possibilité de gagner la guerre contre les Talibans, reste à voir si cette force militaire accrue permettra à l'opération d'être couronnée de succès.**

Intrinsèquement lié à l'impasse afghane est le déficit sécuritaire dans les zones tribales du Pakistan. En effet, alors que la situation dans ces zones adjacentes à l'Afghanistan est de plus en plus instable, le contrôle des zones tribales représente un défi de taille pour les États-Unis. Une solution devra néanmoins être trouvée si l'on désire parvenir non seulement à une stabilisation de l'Afghanistan, mais aussi à une percée dans la guerre contre le terrorisme. Reconnaissant que remporter la guerre contre le terrorisme passe nécessairement par le contrôle de ces régions problématiques, l'administration Obama a d'ailleurs sommé l'État pakistanais de faire les efforts nécessaires pour y parvenir, à

défaut de quoi les États-Unis n'hésiteront pas à mener des attaques en territoire pakistanais.

D'autre part, l'administration Obama tente de positionner les États-Unis en Asie du Nord-Est. De façon générale, l'approche de la nouvelle administration est en rupture avec celle de Bush, notamment parce qu'elle n'adopte pas une vision manichéenne du monde plaçant des pays comme la Corée du Nord du côté du mal, une vision qui empêche la négociation et les relations diplomatiques. En outre, la nouvelle administration privilégie une décomposition des dossiers, ce qui permet de continuer les pourparlers bilatéraux malgré l'achoppement des négociations sur un dossier spécifique. Par exemple, alors que sous l'administration Bush, les relations diplomatiques avec la Corée du Nord avaient cessé en raison de la volonté affichée de Pyongyang de se doter d'une arme nucléaire, l'administration Obama considère renouer ces relations diplomatiques en dépit du désaccord sur cette question précise. De la même façon, le délaissement des questions de droits humains et du budget militaire, en vue d'établir un nouveau partenariat entre les États-Unis et la Chine, vise à répondre de manière plus efficace aux enjeux actuels, notamment les menaces environnementales, qui nécessitent la mise en œuvre d'efforts concertés et globaux. Enfin, l'administration Obama semble adopter une attitude d'écoute des partenaires et alliés des États-Unis, en particulier en Asie du Nord-Est. Ceci concourt à apaiser le ton de Washington et, par le fait même, permettra certainement une plus grande coopération entre les États-Unis et les différents États de cette région névralgique.

Le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient : le « grand test » de la « grande stratégie » américaine

Par Alexandra de Hoop Scheffer, politologue spécialiste des États-Unis, enseignante à Sciences Po Paris, chercheure associée au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Au Moyen-Orient, Obama hérite d'une situation difficile alimentée par l'administration sortante. En effet, par sa politique de *regime change* coercitive en Irak, l'administration Bush a contribué à la déstabilisation de la région du Moyen-Orient : celle-ci se traduit par la radicalisation du champ politique (Palestine, Iran, Israël), comme en témoigne l'élection de dirigeants et de partis plus radicaux en Palestine (Hamas dans la bande de Gaza), en Iran (élection du président Ahmadinejad) et en Israël (élection récente du Likoud et percée du parti d'extrême droite Israël Beitenou), et par l'émergence de nouveaux acteurs clés comme l'Iran (en face duquel l'Irak ne fait plus contrepoids depuis le début de l'intervention américaine en 2003).

Dans ce contexte difficile, Obama cherche à redéfinir le positionnement des États-Unis sur le dossier du grand Moyen-Orient. Le nouveau président a un agenda déterminé, auquel il a été relativement fidèle jusqu'à présent : retrait progressif des troupes d'Irak, renfort de la présence militaire en Afghanistan, et diplomatie plus active au Proche-Orient, en particulier vis-à-vis de la Syrie et de l'Iran. **D'emblée, on constate que l'approche d'Obama est en rupture importante avec celle de Bush.** Tout d'abord,

alors que ce dernier voyait dans l'intervention militaire en Irak la solution qui permettrait de démocratiser et de stabiliser le Moyen-Orient, le nouveau président américain considère au contraire que le retrait militaire d'Irak permettra à son administration de mener une nouvelle diplomatie régionale centrée sur la Syrie, perçue comme l'acteur-pivot. Pour Obama, le règlement des dossiers du nucléaire iranien, du conflit entre Israël et la Syrie et du conflit israélo-palestinien, passe nécessairement par des négociations avec Damas.

Ensuite, Obama adopte une approche différente de celle de Bush en ce qu'il procède d'une lecture systémique ou régionale des dossiers, plutôt qu'une lecture compartimentée comme son prédécesseur. Ainsi, régler le dossier nucléaire iranien et rétablir le dialogue avec Téhéran pourraient avoir des effets sur le dossier afghan, puisque l'Iran est devenu un acteur clé pour la stabilisation du pays. C'est dans cette optique que l'administration Obama vise une entente avec la Syrie, l'Iran et la Russie, qui lierait les trois dossiers susmentionnés.

En outre, Obama a souligné qu'il désirait mettre en œuvre une politique dite de la main tendue par la « diplomatie directe » : alors que l'administration précédente se caractérisait par une politique d'isolement des États stigmatisés « voyous » et l'unilatéralisme, Obama souhaite rompre avec cet héritage et poursuivre une politique d'ouverture, basée sur le dialogue. Une telle politique pourrait permettre de rétablir l'image des États-Unis au Moyen-Orient et, par le fait même, de soustraire une partie de la base sociale et idéologique aux mouvements extrémistes qui se sont renforcés ces dernières années dans la région, par la teneur anti-américaine de leur discours. Toutefois, cette politique pourrait fort bien rencontrer des résistances dans la région, notamment de la part de l'Iran, pour qui un dialogue avec les États-Unis remettrait en cause son rôle de contestataire, ou de la part de la Russie, qui retire un avantage politique à conserver dans l'impasse les relations irano-américaines.

Enfin, Obama rompt aussi avec le concept de renversement de régime (*regime change*), central à la doctrine Bush, en promouvant une stratégie qui vise le changement de comportement (*behavior change*) de certains États. Par exemple, plutôt que de viser le changement du régime de Téhéran, Obama cherche à dialoguer avec l'Iran afin que ce dernier infléchisse sa posture vis-à-vis du Hezbollah et d'Israël.

En conclusion, la politique d'Obama au Moyen-Orient, par son approche beaucoup plus réaliste et pragmatique, semble constituer une rupture importante avec celle menée par Bush, ce qui pourrait permettre de désamorcer certaines des dynamiques régionales, rouvrir le dialogue et peut-être, à terme, régler certains dossiers clés dans la région.

Les relations transatlantiques

Par Frédéric Charillon, Ph. D., Professeur des universités en science politique à l'Institut d'études politiques (Paris) et Directeur du Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD) – Ministère de la Défense, Paris

En délaissant les alliances durables au profit de coalitions *ad hoc* mises sur pied en fonction des missions, l'administration Bush a favorisé la dégradation des relations transatlantiques. Dans ce contexte, Obama pourra-t-il restaurer l'alliance transatlantique ? Ou, posé autrement : l'agent Obama parviendra-t-il à modifier la structure que constitue l'OTAN ?

D'une part, les attentes de l'Europe envers le nouveau président américain sont très fortes. Avant même l'élection d'Obama, l'Europe voyait dans le changement d'administration présidentielle une occasion de relancer le dialogue avec les États-Unis. Par la suite, ces espoirs ont été encouragés par le changement de ton adopté par le nouveau président des États-Unis. En particulier, l'abandon de la vision manichéenne du monde, caractéristique de l'administration précédente, et dans laquelle l'Europe devait être entièrement avec l'Amérique (au prix sinon d'être contre elle), permet à présent une plus grande latitude dans les négociations transatlantiques. Ce changement d'approche est révélateur d'un plus grand réalisme d'Obama en matière de politique internationale : plusieurs dossiers, comme les négociations avec la Russie sur le nucléaire iranien ou la reconnaissance de la Syrie comme acteur clé au Moyen-Orient, témoignent du pragmatisme de Barack Obama. Mais malgré ces quelques éléments importants de rupture avec l'administration sortante, **on constate que le nouveau président américain reste dans le schéma classique des relations transatlantiques, c'est-à-dire la proximité entre les États-Unis et la Grande-Bretagne.**

D'autre part, les structures actuelles des relations transatlantiques représentent des limites et défis importants pour l'administration américaine. En particulier, il importera de voir dans les prochains mois comment Obama parviendra à gérer trois limites importantes contraignant l'OTAN : les limites géographiques de l'appartenance à l'OTAN, les limites géographiques des missions de cette organisation et les limites des types de puissance développés par celle-ci. Tout d'abord, l'OTAN doit-elle acquérir toujours plus de membres, dans une logique de défense pure ? Il est fondamental de déterminer cette limite en ce qu'elle pose la question de la crédibilité de l'OTAN : peut-on accepter des membres que l'alliance ne puisse défendre, notamment les États qui relèvent historiquement de la sphère d'influence russe ?

Ensuite, où l'OTAN peut-elle intervenir ? Cette question conduit au dilemme marginalisation-engrenage : l'OTAN désire éviter la marginalisation de certains enjeux par le refus de s'en occuper, mais aussi le risque d'engrenage dans le cas où elle décide de s'en charger... Cette limite géographique des missions de l'OTAN doit être déterminée afin d'éviter une stigmatisation de l'Organisation, une cristallisation de l'opinion anti-occident et anti-OTAN.

Enfin, il est aussi crucial de déterminer les types de puissance que doit développer l'OTAN. Si l'alliance transatlantique est avant tout de nature militaire, il est aujourd'hui de plus en plus accepté que les enjeux actuels ne puissent être réglés par des moyens strictement militaires. Pour que l'OTAN puisse faire face aux menaces actuelles, de manière efficace, il faudrait la transformer en réinventant l'idée de puissance.

En somme, il importe de redéfinir la relation transatlantique. Et peut-être la question n'est-elle pas tellement de savoir si Obama en sera capable, mais plutôt si l'Europe y est prête ?

Mot de clôture : La révolution Obama

Par John Parisella, membre associé de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand et Président de BCP Ltée

La campagne électorale du candidat Obama et sa victoire aux dernières élections présidentielles témoignent d'une véritable transformation de la politique américaine. Par son excellente organisation, par son recours extensif aux nouvelles technologies de l'information et des communications, mais aussi et surtout par ses discours inspirants, Barack Obama a su mobiliser la population américaine autour d'une vision pour l'Amérique. Plutôt que de chercher à diviser les électeurs et à discréditer son adversaire, Obama a su unifier la population américaine autour de valeurs et d'espairs de changement. Par sa campagne inclusive, il a su toucher d'innombrables individus, notamment parmi les groupes qui votent traditionnellement peu comme les jeunes adultes et les Afro-américains.

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire encore, c'est que cet engouement pour le candidat puis le président Obama, ce que l'on a nommé « l'effet Obama », dépasse les frontières américaines. Aujourd'hui, les Canadiens souhaiteraient eux aussi qu'un politicien les inspire, tout comme Obama a su le faire auprès des Américains. Qu'un politicien sache leur donner l'espoir et la vision d'un monde meilleur.